

MICHAEL HOWARD : Ma thèse à ce propos est plutôt hérétique. Les conflits dans le tiers-monde sont de vrais conflits, car ils concernent des revendications territoriales. C'est ce qui se produit toujours après l'écroulement d'empires dont l'hégémonie avait assuré une certaine stabilité. On assiste alors à l'émergence d'États ou de groupes successeurs qui se disputent la légitimité des nouveaux pouvoirs.

D'après moi, il était inévitable que la décolonisation donne lieu à des conflits et que ces conflits dégénèrent en guerre ouverte. Or, ce que je vois, ce n'est pas l'Ouest qui fourgue des armes au tiers-monde, mais plutôt le tiers-monde qui demande à l'Occident de lui vendre des armes. Et cela me met hors de moi lorsque j'entends les pays du tiers-monde qui se plaignent aux Nations-Unies parce que l'Ouest leur vend des armes. Après tout, personne ne les oblige à les acheter. S'ils sont preneurs, c'est parce qu'ils estiment que ces armes favoriseront leurs visées politiques...

... Alors cette opinion reçue voulant que ce soit les fabricants d'armes occidentaux, avides de bénéfices, qui provoquent et entretiennent certains conflits dans le tiers-monde, à mon avis n'est pas valable. Les gens du tiers-monde ne sont pas des enfants; leurs problèmes sont de vrais problèmes, et leurs conflits, de vrais conflits. Prendre ces gens-là pour de simples fantoques des fabricants d'armes équivaut à les insulter carrément, et je m'étonne d'ailleurs qu'ils ne s'insurgent pas énergiquement contre cette interprétation.

R.G. : Il me semble que vos sentiments envers les groupes pacifistes sont ambivalents. D'une part, vous écrivez que les questions soulevées par ces groupes à propos des doctrines de défense occidentales sont souvent tout à fait légitimes. Mais d'autre part, on sent chez vous une certaine... irritation... Ce que

vous reprochez surtout aux groupes pacifistes, est-ce leur refus de composer avec les impératifs de la souveraineté, c'est-à-dire la puissance avec toutes ses laideurs, la puissance qui, malgré tout, doit se perpétuer ?

MICHAEL HOWARD : Oui, si vous voulez. Je crois qu'il y a plusieurs facteurs que ces groupes n'ont tout simplement pas pris en compte. Du nombre, le plus important est peut-être que notre mode de vie pacifique en Europe occidentale et en Amérique du Nord s'inscrit dans un système étatique dont la puissance est un instrument nécessaire pour maintenir et protéger ce mode de vie. Qu'entendons-nous par puissance ? Eh bien, la puissance, c'est la capacité d'être maître chez soi et d'empêcher les autres peuples de contrôler vos destinées; c'est moins la capacité d'avoir son propre système de sécurité, que celle d'empêcher tout autre État de vous entraîner de force dans le sien. Je crois que ce n'est pas une mauvaise façon de voir les choses.

À propos de l'Europe de l'Ouest, les neutralistes vous diront : «Eh bien, nous sommes impuissants parce que nous faisons partie du dispositif de sécurité américain.» Ce à quoi il faut répondre : «D'accord, nous faisons partie du dispositif de sécurité américain, mais c'est là une conséquence d'une décision prise par nos propres dirigeants qui voyaient en cette solution le moindre de deux maux.» Quant aux solutions de rechange, on en voit généralement deux. La première consiste à faire partie du dispositif de sécurité soviétique, ce qui de toute évidence n'est pas très souhaitable. L'autre tient à l'idée que nous pourrions, d'une manière ou d'une autre, adopter une position non alignée par rapport aux deux superpuissances. Mais même les pays non alignés ont besoin de leur propre mesure de puissance pour dissuader les autres de les attaquer.

Pourquoi ne pas choisir la neutralité ? C'est une question assez fréquemment posée. Ma réponse,

hélas, n'a rien d'original : la neutralité se décide à trois. Car il ne suffit pas tout simplement de dire qu'on va être neutre par rapport à A et B. Encore faut-il que A et B conviennent de reconnaître votre neutralité – des pays comme la Belgique l'ont constaté à leurs dépens au fil de l'Histoire. J'ai donc bien peur que le problème soit inéluctable : la puissance revient à la capacité de défendre son mode de vie et son territoire contre tout autre État. La puissance à cette échelle exige obligatoirement une forte composante militaire.

R.G. : Parlons des raisons qui poussent le mouvement pacifiste à s'élever contre les autorités, les pouvoirs établis, les professionnels... Il y a, je crois, deux raisons. En premier lieu, cet *establishment*, qui impressionne parce qu'il manie bien le jargon, qu'il sait combien de charges éjectables existent, qu'il a des grands bureaux et des titres ronflants, a affiché par le passé une stupidité criminelle. Prenez le conflit de 1914-1918, une guerre futile à en être grotesque, qui a bien failli détruire l'Europe. Cette guerre-là, ce sont les pouvoirs établis qui l'ont déclenchée. Alors, comment peut-on faire confiance aux héritiers de cet *establishment* ? La seconde raison, bien entendu, est la crainte de l'accident. Tôt ou tard, avec ce foisonnement de missiles, quelqu'un va appuyer sur le mauvais bouton et ce sera la fin de l'humanité.

En dernière analyse, les groupes pacifistes n'ont-ils pas raison sur ces deux plans, à savoir que la bureaucratie, l'*establishment*, est stupide, et qu'un accident est inévitable ?

MICHAEL HOWARD : Les hommes d'État et les bureaucrates sont de la même étoffe que vous et moi. Ils ont des femmes et des enfants. Ils font partie de la société. Simplement, ils ont choisi comme boulot de se spécialiser dans ces questions très controversées. Et si vous n'aimez pas les solutions qu'ils trouvent, alors c'est à vous d'en proposer des meilleures.

Voilà ce qui m'irrite d'ailleurs chez les groupes pacifistes. De façon générale, ils se contentent de critiquer.

Quant à la possibilité d'un accident, c'est tout le monde qui s'en inquiète, pas seulement le mouvement pacifiste. En fait, le problème comporte deux éléments. D'abord, il y a le risque d'une anomalie technique (Comment faire pour empêcher que tout saute ?). Or, jusqu'à présent, on ne s'est pas trop mal débrouillé...

... Le faux calcul, l'erreur de jugement en cas de crise. Voilà ce qui m'inquiète vraiment. Le risque existe. Et le problème auquel nous devons nous attaquer en priorité est celui de la manipulation ou de la «gestion» des crises, pour reprendre l'expression des spécialistes. À mon avis, nous nous en sommes assez bien tirés jusqu'ici. Lorsque les deux camps se sont approchés du gouffre, ils ont su réfléchir et reculer. La crise de Cuba en 1962 – c'est la seule fois depuis 1945 où j'ai vraiment eu très peur – a pu être résolue sans casse. En 1973 aussi, la situation était parfois très délicate, mais elle n'a pas vraiment approché le point de non-retour. Ce n'est pas dire que cela ne puisse pas se produire un jour; mais il n'y a absolument rien que l'on puisse faire pour créer un monde où ce risque n'existerait plus – sauf un monde complètement affranchi des armes nucléaires, c'est-à-dire un monde très différent de celui où nous vivons.

Car dans ce monde-là, il n'y aurait pas d'États souverains. Le pouvoir serait entre les mains d'un gouvernement mondial dont la légitimité serait reconnue par toutes les cultures différentes, par les Russes comme par les Américains et les Britanniques, par les Arabes comme par les Israéliens. Bref, ce n'est pas notre monde à nous, et bercer l'illusion de voir naître un tel monde, c'est jouer à l'autruche. C'est refuser d'attaquer de front les problèmes actuels qui demandent toute notre attention. □

